



HAL
open science

Licence professionnelle Génie de l'environnement et du développement durable

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'une licence professionnelle. Licence professionnelle Génie de l'environnement et du développement durable. 2016, Université de Caen Normandie - UNICAEN. hceres-02039258

HAL Id: hceres-02039258

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02039258>

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Formations

Rapport d'évaluation

Licence professionnelle Génie de l'environnement et du développement durable

- Université de Caen Basse-Normandie - UCBN

Campagne d'évaluation 2015-2016 (Vague B)

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Formations

Pour le HCERES,¹

Michel Cosnard, président

En vertu du décret n°2014-1365 du 14 novembre 2014,

¹ Le président du HCERES "contresigne les rapports d'évaluation établis par les comités d'experts et signés par leur président." (Article 8, alinéa 5)

Évaluation réalisée en 2015-2016

Présentation de la formation

Champ(s) de formation : Biologie intégrative, santé, environnement

Établissement déposant : Université de Caen Basse-Normandie - UCBN

Établissement(s) cohabilité(s) : /

L'objectif de la licence professionnelle (LP) *Protection de l'environnement, spécialité Génie de l'environnement et du développement durable* est de former des cadres intermédiaires dans le domaine de la gestion des dossiers environnementaux (restauration des milieux, développement durable, mise en place de système normatif, laboratoire de contrôle,...) en entreprise ou dans des collectivités. La formation, dispensée à l'Institut Universitaire de Technologie (IUT) de Caen, en présentiel, est pluridisciplinaire dans le domaine des sciences de l'environnement (*e.g.* chimie, écologie, analyse, normalisation, réglementation, ...) et comporte des modules d'ouverture sur le management. Une large part de la formation est consacrée à la mise en situation des étudiants : contact avec les professionnels du secteur, projet tuteuré, stage en entreprise de 16 semaines.

Synthèse de l'évaluation

Cette licence professionnelle créée en 2005, portée par l'IUT de Caen, a pour objectif de former des cadres intermédiaires dans le domaine de la gestion des dossiers environnementaux en entreprise et dans les collectivités. Une attractivité extérieure satisfaisante, qui se tasse sur la fin de la période examinée, et une bonne réussite au diplôme des étudiants montrent que le recrutement des étudiants au départ venant principalement de Diplôme Universitaire de Technologies (DUT) et de Brevet de Technicien Supérieur (BTS), est rigoureux en terme de potentiel de réussite au diplôme. Les unités d'enseignements sont en très bonne adéquation avec le diplôme délivré et les objectifs de cette LP. Les professionnels, notamment du secteur public, interviennent de manière significative dans la formation. En plus du stage et du projet tuteuré, une bonne partie de la formation est consacrée au management, répondant ainsi de manière satisfaisante et complémentaire aux objectifs de professionnalisation.

La LP est positionnée dans le champ *Biologie intégrative, santé, environnement*, de l'Université de Caen Basse-Normandie. Dans cette université, il existe d'autres formations en Environnement de même niveau, notamment une LP portée par le secteur des sciences humaines et sociales *Protection de l'environnement spécialité Gestion des ressources environnementales en milieu rural - métiers du développement durable*. Ces diplômes, ne s'adressant pas aux mêmes publics étudiants, ne sont pas concurrentiels.

Les relations avec le monde socio-économique, ainsi que les outils de pilotage du diplôme sont mis à contribution de manière adaptée pour faire évoluer les contenus de la LP. L'attractivité du diplôme et la réussite des étudiants est très bonne. Même si la nature des emplois occupés n'est pas totalement connue, l'insertion professionnelle est satisfaisante. Cependant, la poursuite d'études est à surveiller, notamment quand elle a lieu dans l'établissement.

Points forts :

- Cette LP est une formation pluridisciplinaire dont le contenu évolue avec les besoins professionnels du secteur et la demande sociétale.
- La mise en place des outils d'aide au pilotage est effective avec un dynamisme fort, un conseil de perfectionnement efficace et une autoévaluation conduite de manière honnête
- Des opportunités de stages à l'international sont proposées aux étudiants.
- L'ouverture aux publics de formation continue et à la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) est avérée.

Points faibles :

- La poursuite d'étude est élevée.
- Les thèmes abordés dans la formation ont tendance à s'élargir, ce qui peut nuire à la cohérence de contenu.
- La lisibilité des pièces administratives du diplôme (RNCP, additif au diplôme) est perfectible et la communication sur la licence professionnelle manque d'efficacité.
- Les compétences acquises par les étudiants et le contenu de la formation sont à clarifier et à mieux décrire.
- Une faible intégration des nouveaux outils numériques à disposition est constatée.

Recommandations :

- L'équipe pédagogique, en faisant évoluer les contenus en accord avec les attentes du marché du travail, ce qui est souhaitable, devrait veiller à conserver la cohérence globale de la LP. De plus, le risque de forte concurrence sur le marché de l'emploi avec les étudiants titulaires d'un master dans certains domaines proches devrait être mieux analysé pour envisager les évolutions du diplôme.
- Devant la forte chute récente de l'attractivité et dans une moindre mesure des effectifs, l'équipe pédagogique devrait analyser plus profondément cette situation pour prendre des mesures correctives.
- La constitution du portefeuille de compétences devrait être réalisée rapidement.
- Une connaissance fine des métiers occupés par les diplômés (e.g. type, niveau, secteur d'activité, ...) est indispensable au pilotage du diplôme par l'équipe enseignante et le conseil de perfectionnement.
- L'amélioration de l'autoévaluation, en hiérarchisant les points à améliorer et en argumentant sur les points non retenus renforcerait l'efficacité du dispositif.
- Compte tenu de l'attrait manifesté au travers la formation continue et de la VAE, une réflexion devrait être entreprise dans les années à venir pour faire évoluer la formation vers l'alternance.
- Un effort devrait être fait pour l'usage du numérique.

Analyse

<p>Adéquation du cursus aux objectifs</p>	<p>Ce diplôme vise à former des cadres intermédiaires dans le domaine de la gestion des dossiers environnementaux (restauration milieux, développement durable, mise en place de système normatif, laboratoire de contrôle...) en entreprise ou dans les collectivités. Les objectifs pédagogiques sont très clairs et les contenus des enseignements globalement adaptés. Néanmoins, si le domaine de la chimie est annoncé comme une composante de la formation, on ne l'identifie pas clairement dans les enseignements, sauf probablement dans les matières appliquées (traitement de l'eau, écotoxicologie, ...).</p> <p>Les professionnels interviennent de manière significative dans la formation (48 %). Il y a aussi une bonne partie de la formation qui est réservée au management (90 heures) répondant bien aux objectifs de professionnalisation.</p> <p>Dans un avenir proche, l'équipe pédagogique souhaite faire une place plus importante au domaine de la « restauration écologique » dans les matières enseignées. Il faudrait, avec l'aide des professionnels, mieux analyser quels seraient les objectifs et le contenu de cette modification ainsi que les débouchés professionnels visés, en accord avec le contexte ou les évolutions réglementaires : Directive Cadre Européenne (DCE), Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI). Dans ce cas, le risque de forte concurrence sur le marché de l'emploi avec les étudiants titulaires d'un master dans ce domaine devra être analysé pour envisager ou écarter cette évolution du diplôme.</p>
---	--

<p>Environnement de la formation</p>	<p>Cette formation est unique dans le paysage régional. Une autre licence professionnelle de la même mention existe (<i>Protection de l'environnement</i>) existe mais dans le domaine des sciences humaines et sociales intitulée « Protection de l'environnement - ressource environnement rural - métiers du développement durable ». Ce sont deux licences non redondantes pour la région normande du fait qu'elles ne s'adressent pas au même public étudiant et qu'elles débouchent sur des secteurs d'emplois complémentaires. Cependant, il conviendrait d'analyser la concurrence et l'attractivité des universités parisiennes, qui sont distantes de seulement 200 km.</p> <p>La LP bénéficie de liens forts avec le monde de la recherche au travers de son porteur et de l'intégration des partenaires de l'IRD2 (Institut Régional du Développement Durable). Les actions de type bilan carbone de l'IUT de Caen (Campus 21) qui ont fait l'objet de projets tuteurés, et de stages seront valorisées à termes via l'IRD2. Ce type d'implication des étudiants en LP dans l'action campus 21 est tout à fait adapté et approprié à un cursus professionnalisant.</p> <p>La liste des professionnels intervenant dans cette formation est conséquente, montrant que la LP a su tisser des liens avec le monde socio-économique.</p>
<p>Equipe pédagogique</p>	<p>L'équipe d'enseignants-chercheurs est issue de différents domaines adaptés aux objectifs de formation. L'équipe est renforcée par la présence d'un Professeur associé en sciences et technologies (PAST).</p> <p>Il y a une forte intervention de professionnels, avec cependant une majorité venant de structures publiques ou associatives. L'objectif d'un renforcement de l'offre de stages visée par le responsable peut passer par une augmentation de la part des intervenants du secteur privé parmi les professionnels qui enseignent dans cette LP.</p> <p>Il y a de nombreuses interactions entre l'équipe pédagogique et les étudiants, comme le montre, par exemple, la préparation en amont du conseil de perfectionnement.</p>
<p>Effectifs et résultats</p>	<p>Les effectifs retenus sont importants et cette formation présente une bonne attractivité (1/3 à 3/4 hors région). L'origine des étudiants est composée en moyenne d'une dizaine de BTS ; d'une douzaine de DUT et de six L2. Les chutes d'effectifs récentes, à mettre en relation avec le nombre de demandes, semblent surtout liées à la diminution des DUT postulants et dans une moindre mesure de L2. Cela nécessite une analyse plus fine.</p> <p>On note la présence de quelques étudiants en formation continue et de deux demandes de VAE sur les cinq dernières années. Ceci est un point positif qui montre une certaine reconnaissance du milieu professionnel.</p> <p>La réussite au diplôme des étudiants est élevée (limitée à un échec / an en moyenne) que l'on peut attribuer en partie à un recrutement initial bien ciblé.</p> <p>L'analyse du devenir des diplômés montre, d'une part, une bonne intégration professionnelle (environ 60 %) dans la catégorie de compétences du diplôme sans que les données sur les métiers exercés soient cependant bien précisées, et d'autre part, une forte poursuite d'études (30 à 50 %), parfois dans le même établissement.</p>

<p>Place de la recherche</p>	<p>La LP bénéficie de liens certains avec le monde de la recherche, notamment au travers de son porteur qui est EC.</p> <p>La formation est dispensée pour moitié par des enseignants-chercheurs dans les matières scientifiques nécessaires au domaine. Les étudiants bénéficient de mise à disposition de moyens de la recherche (station marine, conférences, matériel). Des projets tuteurés sont traités par les étudiants en rapport avec les activités ou contrat des laboratoires de recherche auxquels appartiennent les enseignants-chercheurs impliqués dans la formation. Quelques stages de fin d'étude sont réalisés dans des laboratoires de recherche.</p>
------------------------------	--

<p>Place de la professionnalisation</p>	<p>La licence professionnelle bénéficie de liens forts avec le monde socio-économique. La moitié des cours est dispensée par des professionnels, notamment dans les matières appliquées ou spécialisées et la liste des structures ou entreprises partenaires est conséquente et diversifiée.</p> <p>Une majorité des vacataires est issue du secteur public ou associatif et certains intervenants sont en CDD ou auto-entrepreneurs.</p> <p>En plus du projet tutoré et du stage, les matières liées au management représentent une part importante dans la formation (90 heures). La découverte du monde de l'entreprise est donc très bien accompagnée dans cette formation.</p> <p>On note un fort manque de cohérence entre les objectifs annoncés dans le dossier, la fiche RNCP et le supplément au diplôme : une harmonisation est obligatoire. Par exemple, les compétences acquises visent un secteur d'emploi large « des services environnement d'industries, des sociétés de traitement d'eau et de déchets, des bureaux d'études ou des collectivités » alors que sur la fiche RNCP le secteur d'emplois est bien plus restreint en se limitant au domaine de l'analyse ou des référentiels ISO 14 001.</p>
<p>Place des projets et stages</p>	<p>La formation comporte un projet tutoré et un stage de 16 semaines. Un tuteur assure un suivi de l'étudiant pendant toutes ces étapes. L'ensemble est bien organisé et l'évaluation est conforme aux textes de 1999.</p> <p>On peut cependant regretter que beaucoup de projets tuteurés soient trop internes à l'université : trouver un équilibre avec des projets extérieurs en mobilisant davantage les intervenants) élargirait les opportunités de formation et d'insertion pour les étudiants.</p> <p>L'étudiant cherche son stage avec les aides habituelles : listes de stage des années précédentes, diffusion de stages envoyés à la formation, ... Les stages de fin d'étude sont effectués dans une large gamme de structures, ce qui est en cohérence avec les débouchés professionnels du diplôme : laboratoires de recherche, collectivités, associations, bureaux d'études. Dix pourcent des stages sont réalisés à l'étranger. Le tutorat d'un enseignant-chercheur pendant le stage va jusqu'à la correction du rapport : aider pour former, mais laisser une place à l'étudiant pour défendre son travail correspond à la démarche engagée. Le jury d'évaluation du stage n'est cependant pas assez extérieur à l'encadrement professionnel et académique de l'étudiant, avec un seul enseignant, hors tuteur en entreprise et tuteur de l'université qui évalue le stage.</p>
<p>Place de l'international</p>	<p>Dix pourcent des étudiants partent en stage à l'étranger, ce qui est assez satisfaisant pour ce type de diplôme. Il y a une formation à l'anglais (36 heures) dans la LP et un effort a été mené pour améliorer cette partie à la demande des étudiants. De plus quelques conférences orientées recherche semblent être réalisées en anglais.</p>
<p>Recrutement, passerelles et dispositifs d'aide à la réussite</p>	<p>Les étudiants recrutés sont retenus sur dossier et entretien et cette formation présente une bonne attractivité (1/3 à 3/4 hors région). Les promotions d'étudiants sont assez importantes entre 19 et 30 étudiants. L'origine des étudiants est composée en moyenne d'une dizaine d'étudiants de BTS, d'une douzaine de DUT et de six L2. Les chutes d'effectifs récentes, à mettre en relation avec le nombre de demandes, semblent surtout liées à la chute des DUT postulants et dans une moindre mesure de L2. Il convient d'analyser cette situation pour savoir si elle est conjoncturelle ou plus profonde.</p> <p>Il y a une très forte réactivité des instances de pilotage du diplôme pour l'amélioration de la formation.</p> <p>Les étudiants ont l'obligation d'assister aux enseignements. Un tutorat du stage resserré par un enseignant-chercheur semble assurer en partie la réussite du stage par l'étudiant.</p>
<p>Modalités d'enseignement et place du numérique</p>	<p>La place du numérique existe mais de façon classique dans cette formation. On notera que la formation utilise des logiciels professionnels, notamment en Système d'Information Géographique.</p> <p>Il est formulé clairement des aménagements pour les personnes handicapés ou les sportifs de haut-niveau mais aucun pour des salariés. Ceci est d'autant plus préjudiciable à ce public que les cours sont obligatoires.</p>

	<p>On notera la présence de plusieurs étudiants en formation continue et de deux demandes de VAE sur cinq ans. Ceci constitue un point positif de reconnaissance du milieu professionnel qui pourrait servir de base de réflexion envisager une évolution de la LP, par exemple vers l'alternance voire vers l'apprentissage.</p>
Evaluation des étudiants	<p>L'évaluation suit un dispositif classique tout à fait efficace. Toutefois, la part du contrôle continu n'est pas précisée. Egalement la composition du jury de délivrance du diplôme n'est pas précisée dans le dossier.</p>
Suivi de l'acquisition des compétences	<p>Il n'y a pas de précision particulière dans le dossier à ce sujet, hormis les modalités de contrôle des connaissances qui sont explicitées et le supplément au diplôme fourni. La constitution du portefeuille de compétences des étudiants n'est pas en place, ce qui est souligné dans l'autoévaluation de la formation et constitue donc une voie d'amélioration.</p> <p>On note un fort manque de cohérence entre les objectifs annoncés dans le dossier, la fiche RNCP et le supplément au diplôme ; une harmonisation est obligatoire.</p>
Suivi des diplômés	<p>Il existe un suivi à 6 mois et à 30 mois des étudiants diplômés avec des taux de réponse supérieurs à 50 %, ce qui est un point positif. Les diplômés sont en situation d'emploi pour 60 % d'entre eux (moyenne sur deux enquêtes successives) et dans la catégorie de compétences délivrées par la formation, sans pour autant que les types d'emplois soient précisés. Ces enquêtes mettent en lumière une forte poursuite d'étude (30 à 50 %), parfois dans le même établissement.</p>
Conseil de perfectionnement et procédures d'autoévaluation	<p>Les outils d'aide au pilotage, <i>e.g.</i> conseil de perfectionnement, suivi d'insertion des étudiants sont très bien implantés et utilisés dans la formation. Le conseil de perfectionnement est actif, fonctionnel et réactif faisant évoluer la formation. Il existe une autoévaluation honnête de la part des enseignants et des professionnels qui gagnerait en efficacité en hiérarchisant les points forts et points faibles et en donnant de vraies pistes d'amélioration. Par ailleurs, une évaluation de la formation par les étudiants est réalisée et les étudiants sont impliqués dans le conseil de perfectionnement.</p> <p>Les résultats des enquêtes et d'évaluation ont incité la formation à s'adapter à de nouveaux besoins du marché de l'emploi (restauration écologique), ce qui démontre leur effet dynamisant sur l'évolution de la formation.</p>

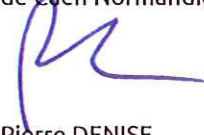
Observations de l'établissement

OBSERVATIONS DE L'UNIVERSITE DE CAEN NORMANDIE SUR LE RAPPORT D'EVALUATION

Licence professionnelle Protection de l'environnement spécialité Génie de l'environnement et du développement durable, champ de formation Biologie intégrative, santé, environnement

Sur la poursuite d'études en master : aucun avis de poursuite d'études n'est délivré aux étudiants. Une concertation est prévue au sein de l'établissement afin de résorber la tendance d'une poursuite en master.

Le Président de l'Université
de Caen Normandie,



Pierre DENISE